

# CONjoncture EUropéenne et Régionale



**iéseg**  
SCHOOL OF MANAGEMENT

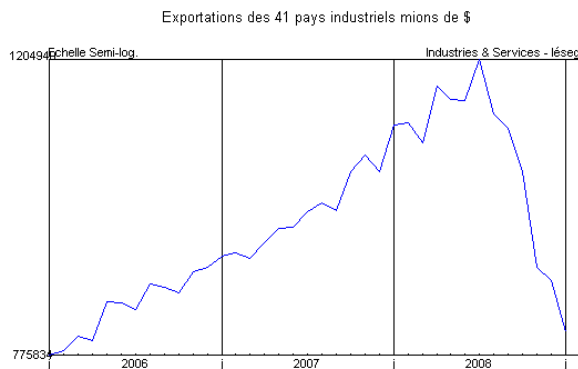
I&S Industries  
& Services

Numéro 015

Achévé de rédiger le 21 avril 2009

## MONDE : Après le Sommet de Londres

Alors que le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale ou l'OCDE jugent la situation économique mondiale extrêmement inquiétante et difficile et que l'agence de notation Moody's prévoit une hécatombe d'entreprises pire qu'en 1933, d'autres affirment que nous devrions assister à la fin de la récession dès cette année et que la première étape de la sortie de crise n'est plus très éloignée. Cependant, tous s'accordent pour prévoir en 2009 la première année de récession globale depuis 1945. L'**expansion mondiale**, qui avait connu une période de croissance exceptionnelle proche de +5% par an de 2004 à 2007, est passée en peu de mois d'un rythme de +3% en 2008 à une récession estimée entre -0,5% et -1% cette année. Ce sont les **pays industrialisés** qui subiraient la crise le plus durement. Le recul du PIB américain est estimé à -2,4%. Il serait du même ordre en Europe et de -5,4% au Japon. La croissance chinoise ralentirait à +7% et l'ensemble des **économies émergentes** verraient leur rythme de développement revenir de +6,4% en 2008 à un peu moins de +3% en 2009. Le **commerce mondial**, affecté par la réduction des débouchés asiatiques, pourrait reculer de -10% cette année, un chiffre qui correspond à la dernière prévision de l'OMC, puis regagnerait +5,3% l'an prochain. La baisse du commerce mondial serait ainsi beaucoup plus marquée que lors du premier choc pétrolier.



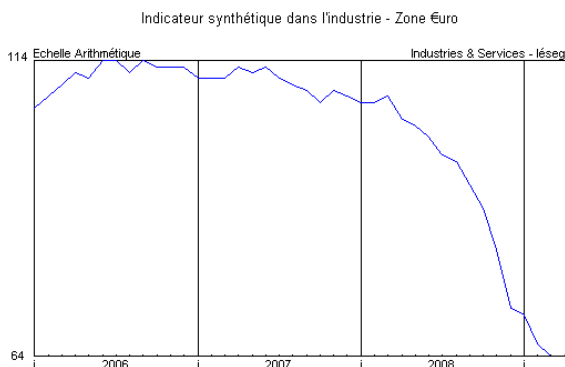
Source : COE-Rexecode

La planète a été touchée par deux crises : une crise conjoncturelle classique et une crise structurelle des régulations financières du capitalisme. Si la **crise conjoncturelle** est forte, elle n'est pas dans sa nature fondamentalement différente des précédentes. Elle est due à des chocs réels (prix du pétrole et des matières premières) et à un excès d'endettement. Aucun de ces deux facteurs n'est vraiment exceptionnel même si la récession est plus profonde que prévu. Aux États-Unis, le processus de déstockage est déjà bien avancé. En Europe, il est beaucoup plus récent, mais rapide. Des forces de rebond de l'activité sont en place. Le recul des prix des produits de base qui redonne du pouvoir d'achat aux pays consommateurs, la baisse des taux d'intérêt ou la mutualisation des risques par les États et les banques centrales constituent des facteurs positifs qui devraient l'emporter sur les forces négatives. Par ailleurs, les multiples plans de relance vont soutenir l'économie mondiale.

La **crise structurelle** est d'une nature nouvelle. La démultiplication de ce choc a été considérable ainsi que les pertes mondiales cumulées sur l'ensemble des actifs. Elle va modifier durablement le fonctionnement des économies et des marchés financiers. Le G20 a annoncé de nombreuses décisions historiques qui doivent autant financer la réforme économique que restaurer le système bancaire, renforcer la régulation financière ou réformer les institutions financières mondiales, notamment le Fonds monétaire international. Un nouvel ordre mondial est né, bien que chaque objectif implique de nouvelles réformes qui mettent en jeu des institutions complexes et des intérêts divergents. Si les bases de ces nouvelles règles ne peuvent provoquer un rebond conjoncturel immédiat, certaines décisions pourraient y contribuer comme l'annonce d'un programme global de 1.100 milliards de dollars destinés à restaurer la croissance, les échanges et l'emploi à l'échelle de la planète. Un troisième sommet du G20 est déjà programmé, il se tiendra en septembre à New-York.

## EUROPE : Pessimisme persistant

Dans la **zone Euro**, le pessimisme économique s'accroît et la baisse de l'activité ne s'atténue pas. En février, la baisse de la production industrielle s'est à peine ralentie sur un mois mais s'est poursuivie de manière marquée sur un an. Elle a reculé de -2,3% en février après -2,4% en janvier et -2,9% en décembre. En revanche, par rapport à février 2008, elle chute de -18,4%, un record depuis 1990. En janvier, la production de la zone avait déjà cédé -16% sur un an. Deux secteurs en particulier accusent le coup sur les douze derniers mois : dans les biens d'investissement et les biens intermédiaires, la production régresse respectivement de -24,7% et de -24,2%, juste devant les biens de consommation durables (-22,1%). Enfin, parmi les grandes économies européennes, l'Italie (-20,7%) enregistre sur un an l'un des scores les plus défavorables juste devant l'Allemagne (-20,6%) et la France (-16,3%).



source : INSEE – 100 = moyenne de longue période

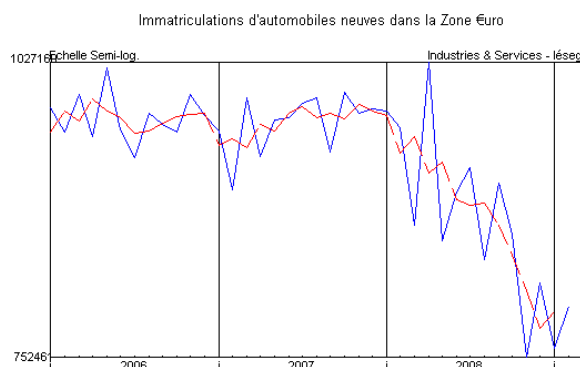
La **confiance économique** des entrepreneurs et des consommateurs est restée au plus bas en mars, à 64,6 points selon les données de la Commission européenne. Son indice d'ensemble recule en effet de -0,7 point, une chute certes un peu moins marquée qu'en février (-1,9 point) et qu'en janvier (-1,7 point). Parmi les principales économies européennes, la confiance s'est particulièrement dégradée en Italie (-4,5 points), tandis que la baisse a été plus marginale en France (-1,0), en Allemagne (-0,8) et au Royaume-Uni (-0,4). Elle s'est même redressée en Belgique (+1,8), aux Pays-Bas (+1,3) et en Espagne (+0,8).

Par compartiment, la perte de confiance affiche les plus bas niveaux dans l'industrie (-38) et les services (-25), tandis que le moral est remonté dans le commerce de détail (-25) et s'est stabilisé dans le secteur de la construction (-32). Dans le secteur manufacturier, les stocks restent anormalement élevés et les carnets de commandes, comme les perspectives de production, se replient. Une reprise technique de la

production interviendra quand les entreprises seront contraintes de reconstituer leurs stocks.

Les **prix à la consommation** ont baissé en mars (+0,6% sur un an), mais l'indicateur de confiance des ménages s'est encore replié. Les ventes au détail ont de nouveau reculé en février et le **taux de chômage** s'affiche à 8,5%.

La **Banque Centrale Européenne** a limité la baisse de ses trois taux directeurs à un quart de point le 2 avril, une décision qui a surpris les marchés. Le taux de refinancement a été ramené à 1,25%, du jamais vu depuis la création de la zone Euro. Malgré l'important assouplissement monétaire de la BCE, les coûts de refinancement des banques restent relativement élevés. Les anticipations d'une nouvelle baisse des taux restent d'actualité. Il faudra attendre le mois de mai pour connaître le choix de la Banque Centrale sur les mesures non conventionnelles pour stimuler l'économie.



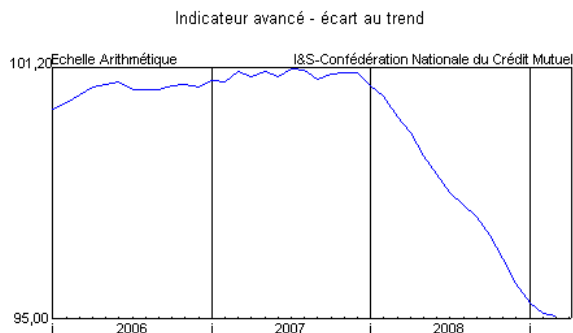
source : ACEA – en rouge : moyenne mobile sur 3 mois

En **Allemagne**, le repli du PIB au premier trimestre 2009 devrait être d'une ampleur comparable à celui observé au quatrième trimestre 2008 (-8,2% l'an). La composante "situation courante" de l'indice IFO s'est détériorée en mars. L'effondrement des carnets de commandes (-45% en un an à l'exportation, en janvier) en particulier dans le secteur des biens d'équipement, impose un ajustement des stocks. La baisse de la production industrielle et des exportations n'est pas achevée.

Dans les **Pays de l'Est**, la situation économique s'est dégradée au cours de l'hiver. La crise financière et le rapatriement de nombreux capitaux ont provoqué un effondrement des devises, une explosion de l'endettement extérieur et un laminage de la croissance. Si la Hongrie et la Lettonie (et l'Ukraine) ont déjà sollicité l'aide financière des grands argentiers internationaux, la liste des candidats au soutien du FMI et de l'UE pourrait s'allonger. Les pays de l'Europe de l'Est plaident de plus en plus pour une accélération des mécanismes d'intégration dans la zone Euro.

## FRANCE : Le mouvement se modère

Après une croissance du **PIB** en volume de +0,7% en 2008 confirmée par l'INSEE, la France s'attend à une baisse de l'activité de -1,7% en 2009, plus importante qu'en 1993 et 1975 (respectivement -0,9% et -1%). Les secteurs de la construction et de l'automobile pèsent sur l'économie et les résultats des enquêtes de mars dans l'industrie, les services ou dans le commerce de gros de biens d'équipement sont plus que décevants. Si le solde des opinions des industriels sur leurs perspectives personnelles de production se stabilise, les carnets de commandes continuent à se dégarnir. La **production industrielle** s'est repliée de -0,5% en février, mais ce recul est plus limité que ceux enregistrés précédemment. La seule production manufacturière s'est quasiment stabilisée (-0,1%), mais diminue encore de -17,8% en un an. Cette chute de l'activité a entraîné une forte baisse des **résultats d'exploitation** des sociétés non financières, notamment dans le secteur industriel.

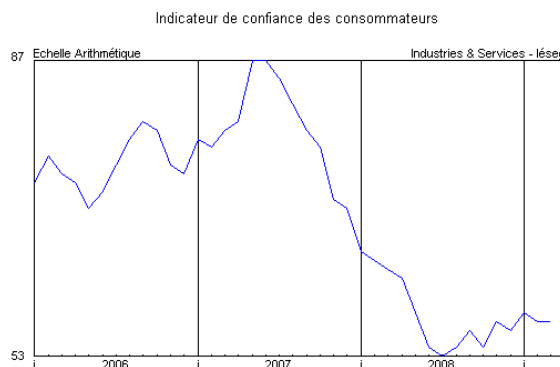


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La chute des résultats accélère les pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière. Avec 80.800 **demandeurs d'emploi** supplémentaires à la fin du mois de février, le nombre de chômeurs (catégories A, B, C) atteint 3.403.700. Le taux de chômage est remonté à 8,6% selon Eurostat, proche du taux de la moyenne européenne (ZE 16) qui s'inscrit à 8,5%. Près de 210.000 emplois salariés pourraient être perdus en 2009 contre 200.000 en 1993. Les **ménages**, préoccupés par la montée du chômage, ont augmenté leur **taux d'épargne** à 15,9% au dernier trimestre 2008 et leur taux d'épargne financière à 5,5%.

La hausse de l'effort d'épargne s'opère également sur fond de redressement des gains de **pouvoir d'achat** permis par la désinflation intervenue durant la seconde partie de 2008. Exprimé en pouvoir d'achat, le gain est de +1%, mais de +4,1% l'an au cours du seul quatrième trimestre 2008. La tendance devrait s'infléchir en 2009 en dépit de la progression des prestations sociales qui représentent 29,4% du revenu disponible brut des ménages et d'une **hausse des prix** limitée à +0,3% en un an fin mars. Cependant, l'indice mesurant l'inflation sous-jacente s'affiche à +1,6% en rythme

annuel. Malgré un marché du travail affaibli par la récession, le **moral des Français** n'a pas baissé en mars mais reste presque au plus bas. Les ménages ont restreint leurs achats en produits manufacturés en février (-2% en volume), mais les intentions de commandes des commerçants dans le commerce spécialisé ont un peu rebondi le mois dernier.



source : INSEE – solde d'opinions par rapport à 100

Le marché de l'**immobilier** reste ralenti bien que le logement neuf profite des mesures de relance. Les mises en chantier de logements (72.710) ont rebondi en février. La moyenne mobile sur trois mois s'affiche à 309.000 en taux annuel contre 460.000 à la mi-2007. Les permis de construire (100.119) ont rechuté. Ils ressortent en moyenne à 315.000 l'an contre 530.000 deux ans plus tôt. La baisse des taux sur les nouveaux crédits aux ménages, qui s'inscrivent en moyenne à -6,1%, n'ont pas empêché la décélération de l'encours des crédits.

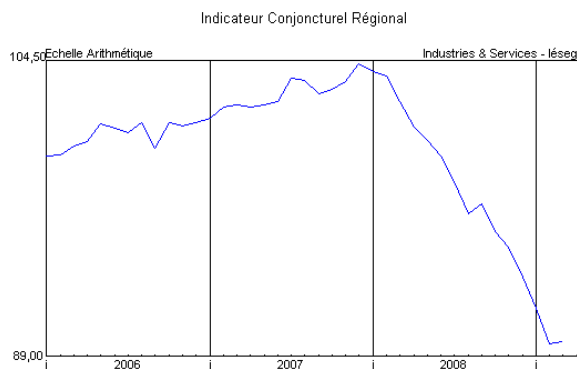
La mise en œuvre du plan de soutien au secteur bancaire contribue à la montée de la **dette publique**. En 2008, le déficit public a atteint 3,4% du PIB et la dette publique s'est élevée à 68% du PIB, après 63,8% fin 2007. En 2009, le besoin de financement des administrations publiques est estimé à 5,7% du PIB, plus en raison de l'impact de la récession sur l'équilibre des comptes publics qu'en raison du plan de relance. La dette devrait atteindre 74,5% du PIB avant de se rapprocher du seuil de 80% en 2010. Bruxelles a recommandé à la France de corriger ses déficits d'ici 2012.

La principale interrogation porte sur la **date de sortie de crise**. Le plus probable est un scénario en plusieurs temps : un rebond technique au deuxième semestre 2009 pouvant être temporairement assez fort, suivi d'une période assez longue de croissance modérée et de désendettement. Le PIB français, après un recul inférieur à -2% en 2009, retrouverait une croissance positive de l'ordre de +1% en 2010. Trois ou quatre années seront nécessaires avant de pouvoir espérer une expansion plus forte.

## NORD-PAS DE CALAIS : Stabilisation

### ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 avril, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services - léseg pour le mois de mars a cessé de reculer mais se situe à un niveau historiquement très faible. L'activité industrielle, après prise en compte des facteurs saisonniers, s'est encore un peu effritée sous l'effet des biens intermédiaires. Les stocks de produits finis sont revenus à des niveaux plus proches de la normale et la dégradation de la demande semble interrompue. Les carnets de commandes sont cependant très faibles. Les pronostics des chefs d'entreprises se sont stabilisés. Le sous-indicateur de la consommation des ménages marque une légère amélioration tandis que celui des échanges reste déprimé. La composante "emploi" poursuit sa dégradation.



Source : Industries & Services - léseg

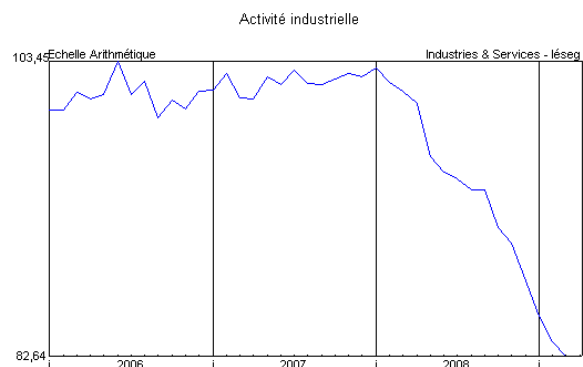
### ACTIVITE

**Industries agro-alimentaires** : La production a légèrement baissé dans l'industrie laitière, le secteur des viandes et celui de la transformation du poisson alors qu'elle s'est maintenue dans les autres compartiments. Si les carnets de commandes sont un peu inférieurs à la normale, il en va aussi pour les stocks de produits finis, tandis que, dans l'ensemble, la demande reste soutenue. L'activité devrait ainsi progresser au cours des prochains mois dans la quasi-totalité des branches.

**Biens intermédiaires** : La production régresse toujours mais le mouvement s'atténue par rapport à celui des mois précédents. La demande continue de faiblir dans la chimie de base, la transformation des matières plastiques, le verre et le textile, tandis qu'un "trou d'air" est intervenu dans la fabrication des composants électriques et électroniques. Une amélioration, toute relative est en revanche intervenue dans la parachimie, les papiers-cartons et dans la plupart des secteurs de la métallurgie. Les stocks de produits finis redeviennent plus adaptés aux volumes des livraisons dans quelques secteurs, comme la sidérurgie, et même parfois

insuffisants, comme dans la parachimie, la fabrication de produits métalliques ou les composants électriques et électroniques. Ceci permet à ces secteurs d'envisager une stabilisation, voire une légère amélioration des volumes produits. Toutefois, ces stocks sont toujours jugés largement excédentaires dans les autres branches qui, de ce fait et sauf exception, n'entrevoient pas de changement dans l'orientation défavorable de leurs productions.

**Biens d'équipement professionnel** : L'activité a légèrement augmenté dans la construction de matériel ferroviaire et dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques et s'est maintenue dans les équipements mécaniques. Les commandes ont repris leur progression, permettant d'améliorer des carnets déjà relativement étoffés. La prudence demeure cependant car les prévisions à court terme sont au maintien des cadences de fabrication actuelle, avec une incertitude dans le segment de la téléphonie.



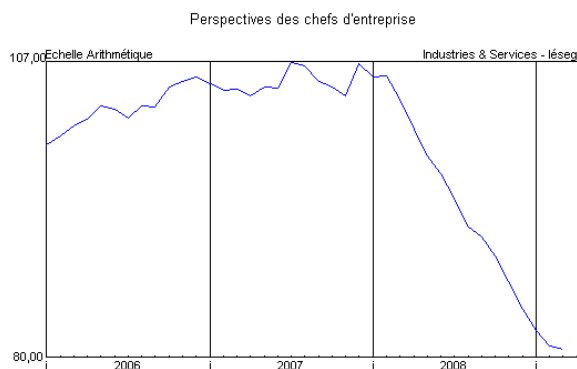
Source : Industries & Services - léseg

**Industrie automobile** : La production a été maintenue à un bas niveau chez les assembleurs, avec des orientations contrastées selon les constructeurs. Les stocks de véhicules sont à présent reconstitués et les industriels observent un frémissement dans les prises de commandes, ce qui leur permet d'espérer des rythmes de fabrication plus élevés au deuxième trimestre et un retour progressif à des horaires plus normaux. Les équipementiers signalent également percevoir des signes d'un redémarrage, avec une demande plus nourrie qui ne suffit pas à alimenter des plans de charge toujours inconsistants. Les pronostics font preuve d'un certain optimisme.

**Biens de consommation** : Le niveau de la production n'a pas varié d'un mois sur l'autre. Stable dans l'habillement, il a augmenté dans la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" et dans l'imprimerie, mais à nouveau diminué dans le secteur des biens d'équipement du foyer. Les stocks de produits finis ont été maintenus au-dessous de la normale si bien qu'en dépit d'un

fléchissement de la demande globale, une progression de l'activité est annoncée.

**Construction** : Selon les réponses à l'enquête du Secrétariat Régional de la Banque de France, le volume des chantiers du bâtiment s'est légèrement contracté au cours du premier trimestre de cette année, que ce soit dans le gros œuvre ou dans le second œuvre. L'activité a davantage fléchi dans le logement collectif que dans l'individuel et, si la demande émanant du secteur social reste forte, les prises de décisions se sont ralenties. La visibilité reste cependant globalement forte car les plans de charge, quelque peu réduits, représentent encore un peu plus de six mois d'activité. Pour les prochains mois, l'activité devrait se stabiliser avant que les mesures du soutien au secteur agissent favorablement sur sa situation. Dans les travaux publics, la dégradation intervenue à l'automne dernier s'est amplifiée et les carnets de commandes sont devenus insuffisants au regard des capacités de production. Cette tendance devrait encore se prolonger au cours du prochain trimestre avant que le remboursement effectif de la TVA aux collectivités locales et que le lancement de grands travaux exercent une influence positive sur la demande.



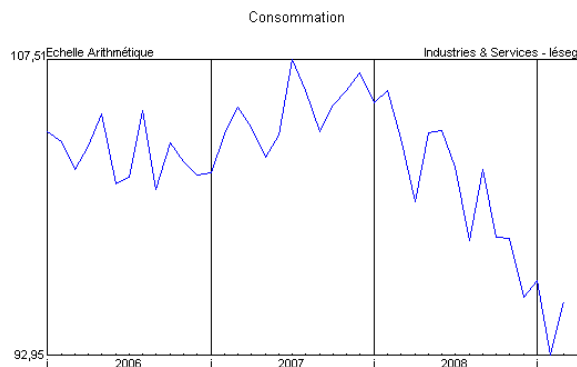
Source : Industries & Services - léseg

**Services aux entreprises** : Le fléchissement s'est poursuivi dans la plupart des compartiments. L'intérim, les services de nettoyage et l'ingénierie technique restent toujours les secteurs les plus affectés par la faiblesse de l'économie locale, mais le tassement observé précédemment dans l'ingénierie informatique se confirme tandis que les agences de publicité ont constaté un effondrement brutal de la demande. Il ne reste donc que les sociétés de conseil en affaires et en gestion à estimer que leur situation actuelle est favorable et à prévoir que ce mouvement positif se poursuivra encore.

## CONSOMMATION

En baisse à un an d'intervalle, la **consommation régionale** des ménages s'est stabilisée par rapport à février. Le marché des automobiles neuves a été un peu plus soutenu grâce à la "prime à la casse".

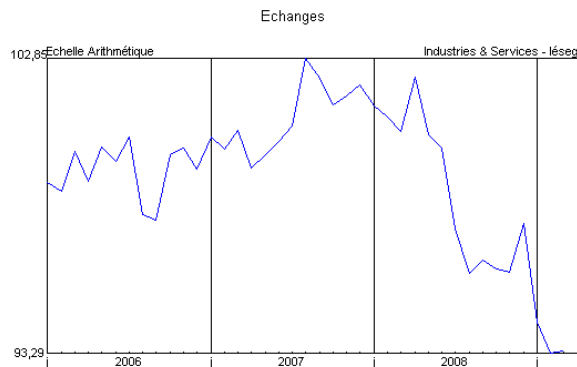
Dans le commerce de détail, les ventes de textiles, de chaussures et d'appareils électroménagers ont été un peu plus animées, tandis que la stabilité prévalait dans les rayons de la quincaillerie, du bricolage, des meubles et de la librairie-papeterie. L'électronique grand public a enregistré une forte chute du volume des transactions. Dans la vente par correspondance – dont le marché est encore baissé de -2,6% par rapport à février et de -12,5% par rapport à mars 2008. Pour le seul compartiment du textile habillement, ces variations ont été, respectivement, de +4,8% et de -10,2%.



Source : Industries & Services - léseg

## ÉCHANGES

Selon les estimations provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont à nouveau reculé de -6% en mars, seuls les vracs liquides ayant progressé (+27%). Les sorties de vracs solides ont baissé de -16% malgré la bonne tenue du trafic des céréales (+83%). Pour leur part, les marchandises diverses ont reculé de -11% malgré la stabilité du trafic des conteneurs.



Source : Industries & Services - léseg

Faute d'informations relatives aux ventes de **gazole**, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises, les données utilisées ici se réfèrent aux réponses à l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur le mois de mars. L'activité s'est encore dégradée fortement, exprimant la détérioration sensible de la demande observée depuis un an. Les professionnels prévoient que cette réduction du

trafic se poursuivra mais ne devraient plus ajuster leurs effectifs à la baisse. En corollaire, les immatriculations de **véhicules utilitaires et industriels** neufs ont encore baissé par rapport à celles de mars 2008.

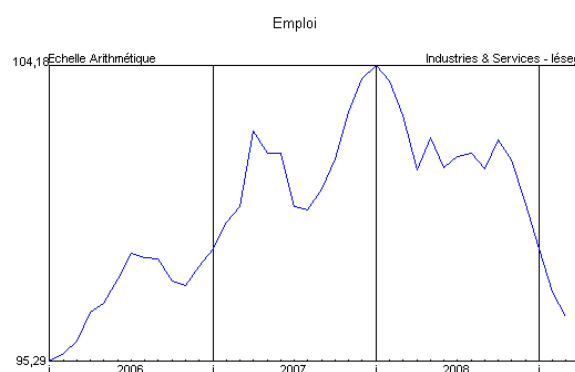
Selon les résultats encore provisoires, le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin s'est redressé en mars (+9,1% au total, soit +5,4% hors transit, déroutements et "divers"). Ce développement repose principalement sur les lignes régulières intérieures (+9,8%) mais aussi sur les vols "vacances" (+6,9%), encore en intersaison. Le trafic international (-32,2%) est demeuré faible, tandis que les lignes européennes, qui étaient pratiquement inexistantes en mars 2008, présentent une relative stabilité sur le court terme.

## EMPLOI

Le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** (catégorie A : sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi) a augmenté de +3,7% dans la région en février, représentant une hausse de +17,9% par rapport à l'an passé. Au plan national, les variations ont été, respectivement, de +3,5% sur un mois et de +19% en glissement annuel. Pour l'ensemble des catégories (A, B, C), les évolutions mensuelles étaient de +2,2% dans la région et de +2,4% dans le pays, soit +9,6% et +10,4% à un an d'intervalle. Dans ces nouvelles définitions, l'augmentation du chômage des hommes (+26,6% sur un an pour la catégorie A) reste toujours nettement plus forte que celle du chômage des femmes (+8,5%), principalement celui des jeunes de moins de 25 ans (+35%). Représentant l'amplification récente de la dégradation du marché du travail, le nombre de demandeurs de moins d'un an a progressé bien plus rapidement (+12,9% en glissement annuel pour les catégories A, B, C) que celui de plus d'un an (+3,8%)

Le flux des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) a été en hausse de +5,2% à un an d'intervalle (contre +31,4% en France). Sur un mois, après correction des variations saisonnières, les évolutions ont été, respectivement, de +2,9% et de +3,1%

Le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes de Pôle Emploi (catégories A, B, C) a encore baissé de -13,3% sur un an, contre -11,3% pour la France métropolitaine.



Source : Industries & Services - léség

Enfin, le flux des **offres d'emploi** collectées par Pôle Emploi poursuivent leur repli. La contraction a atteint -29,8% par rapport à février 2008 (-29,3% sur le territoire métropolitain). Les offres de Type A (CDD ou CDI de plus de 6 mois) ont reculé de -18,4% (France : -18,7%), celles de type B (CDD ou missions de 1 à 6 mois) de -34% (France : -28,1%) et les offres de type C (CDD ou missions de moins d'un mois) accusaient toujours la baisse la plus sensible, avec -46,7% (France : -55,5%) en raison de l'arrêt du recours aux intérimaires par les entreprises.

## MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iséseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iséseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – [www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr) - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : [f.millequant@ieseg.fr](mailto:f.millequant@ieseg.fr) ou [francois.millequant@wanadoo.fr](mailto:francois.millequant@wanadoo.fr)

Dr Hassan El Asraoui : [h.elasraoui@ieseg.fr](mailto:h.elasraoui@ieseg.fr)